

Le 18 mai 2011

Journée Mondiale contre l'homophobie et la transphobie du 17 Mai 2011 Compte rendu du café-débat sur « les derniers tabous au bureau »

Solidaires aux finances participe activement depuis deux ans avec l'association Comin-g à la journée du 17 mai contre l'homophobie et la transphobie. Des tracts ont été distribués en Ile de France rappelant les actions de l'association et l'objet de cette lutte.

Un « café-débat » a été organisé à cette occasion à Bercy sur « les derniers tabous au bureau » où une quarantaine de personnes ont pu échanger sur la situation des LGBT (lesbiennes, gays, bi, trans) au travail. Philippe Chauviaget Président de l'association Comin-g qui était présent comme animateur et organisateur, nous avait par ailleurs rencontré pour évoquer la situation de ces agents et nous donner son expertise pour la construction de notre travail militant. Voici une synthèse de la teneur des débats :

Quels sont les constats faits de la situation des LGBT au travail ?

C'est tout d'abord la peur de se faire connaître en tant que LGBT et des préjudices qui y sont associés qui revient en leitmotiv : pour éviter les railleries, les sarcasmes, les insultes parfois ou simplement le jugement d'autrui, les personnes font souvent le choix de cacher leur orientation sexuelle dans leur travail. Et il est vrai que des insinuations fréquentes ou même ce qui est présenté comme de l'humour peut lourdement peser sur les personnes, pouvant aller jusqu'à des dépressions graves ou les poussant à faire leur mutation.

Suivant une enquête récente (de l'association l'Autre cercle), 2/3 des LGBT ne souhaitent pas être visibles au travail par crainte des conséquences négatives.

On pourrait se dire que finalement rien n'oblige à parler de ce qui fait partie de sa vie privée, de son intimité. Mais en réalité il n'y a pas d'étanchéité totale entre la sphère privée et la vie au travail qui occupe la majorité de nos journées. Qui n'a pas discuté avec ses collègues de ses week-end ou d'événements familiaux ?

Ce mal être au travail à ne pas parler d'une partie de sa situation personnelle a aussi des conséquences sur le travail et la situation professionnelle des personnes :

En effet, se taire et ne pas participer aux discussions usuelles entre collègues engendre parfois un isolement des personnes qui paraissent aussi de ce fait, moins intégrées dans les équipes de travail. Elles peuvent alors être considérées comme moins impliquées, ou trop réservées pour prendre des postes de responsabilité. Il y a donc bien des conséquences réelles en matière de notation, d'évolution de carrière.

Se taire c'est aussi renoncer à certains droits : ne pas parler de son pacs à l'administration, c'est renoncer à un rapprochement de conjoint possible par exemple.

L'enquête sur les LGBT au travail, a aussi fait le constat que lorsque ces sujets sont officiellement affichés dans les entreprises ou les administrations, ceci facilitait la vie des LGBT et les incitait plus à se rendre visibles.

Alors que faire ?

Lors du débat du 17 mai, Solidaires aux finances a posé la question d'une communication particulière sur ce sujet et des modalités qu'elle pourrait prendre dans nos ministères, revendication qu'elle portera au prochain groupe de travail. En effet, l'affichage d'un label diversité est insuffisant en soi pour faire évoluer les mentalités et sensibiliser les collègues et les responsables RH sur le sujet. Même la formation actuellement mise en place sur la diversité n'aborde pas véritablement ce sujet. D'autre part, se pose la question des droits attachés à certaines situations. Donner les mêmes droits en matière de congé parentalité aux personnes LGBT dans un couple dans nos Ministères économiques et financiers constituerait un signe fort d'engagement allant au-delà des paroles.

L'Union SNUI SUD Trésor Solidaires, ainsi que Solidaires aux finances continueront à revendiquer des droits égaux pour les agents LGBT, et continuera son travail revendicatif avec l'association Comin-g.

Par ailleurs, les marches des fiertés qui ont lieu dans de nombreux départements en France sont là aussi un moment fort pour dire non à l'homophobie et revendiquer l'égalité des droits.

La marche des fiertés de Paris se tiendra le 25 juin prochain.